

INTRODUCTION LIMINAIRE

ANTOINE CASANOVA

Dans cette intervention liminaire Je tenterai seulement (avec les limites qui sont les miennes) de cerner quelques uns des traits d'ensemble, des réalités et des conditions contemporaines de la situation historique où se situent les thèmes et problèmes de notre colloque : *« Isoler les thèmes permet d'éclairer les spécificités, mais seule la lecture historique permet de se rendre compte, par exemple, que ce sont des processus globaux de déshumanisation et de luttes qui agissent à tous les niveaux »*. Aminata Traoré, auteur de « l'Etau », (Actes Sud 1999) vient de le rappeler à Durban.

Premier aspect : les violences qui frappent aujourd'hui l'enfance ont des contenus, des caractéristiques spécifiques. Le terme de violence n'est pas à entendre ici au sens analogique où il peut être parfois employé. Par exemple, lorsque l'on parle de « violence » à propos des tensions, des visées, des intentions d'hostilité aiguë, conscientes et inconscientes, d'un sujet humain (enfant notamment) dans le champ propre des mouvements contradictoires d'identification et d'opposition au niveau de l'évolution psychique personnelle.

Les violences auxquelles nous nous confrontons ici, celles auxquelles sont confrontés citoyens, militants, chercheurs, associations, institutions, organismes, locaux et nationaux, ou internationaux, se manifestent par des actes, des mises en actes, dans la vie sociale, au niveau des nations, d'une zone comme la Méditerranée, du monde.

Ces mises en actes ont connu une extension quantitative et qualitative sans précédent ces 25 dernières années. Au delà, et à travers les agissements des individus, cette croissance est inséparable des stratégies des classes et forces politiques dominantes.

Les synthèses historiques telle « le court XXème siècle » d'E.J. Holbsbawn (1), un ouvrage comme celui du prix Nobel d'économie Maurice Allais (2) et aussi de manière spécifique pour l'enfance, des travaux comme ceux de Michel Bonnet (3) et de B. Schlemmer, le montrent. Depuis plus de 20 ans, la mondialisation capitaliste s'est opérée dans le cadre de l'organisation par les grandes puissances de la déréglementation et dans celui de la prédominance structurellement accentuée des capitaux financiers.

Dans ce contexte (qui existe aussi en Méditerranée -c'est le moins que l'on puisse dire-) on va voir se développer une **recherche effrénée et intensifiée par les firmes de forces de travail à très bas coût.**

Telles sont les bases surdéterminantes **de processus aux dimensions multiples** : il en va ainsi au niveau économique et social, mais aussi au niveau des conceptions et pratiques dominantes, (celles du nouvel ordre mondial), en matière de vision du droit international, avec ici la tendance des Etats les plus

puissants à confondre droit de la force et droit des peuples (Irak, Kosovo, Proche Orient...).

L'une des plus graves et des plus inédites de ces dimensions est celle de la banalisation (dans les pays du sud mais aussi sous d'autres modes dans ceux de la rive nord) de formes de violences envers l'enfance jusque là exceptionnelles : notamment celle de l'exploitation du travail, celle de l'exploitation sexuelle en croissance en Europe de l'Est et Sud-Est, voire celle du trafic mercantilisé des organes.

Les conséquences de ces stratégies ont constitué la base et le terreau du développement, notamment en Méditerranée, d'une gamme diversifiée d'activités porteuses d'actes de violence envers les différents âges de l'enfance.

Celle de la contrainte et de l'exploitation économique et sociale (encore parfois considérée ici et là, notamment au G8, comme banales).

Celle due au fanatisme et au terrorisme meurtrier fascisant (devenu fréquent en rive Nord) ou encore des intégrismes religieux.

Celle des répressions policières envers les jeunes comme à Gênes ou, de manière différente, en Algérie, ces derniers mois.

Celle enfin, de l'occupation guerrière associée aux contraintes économiques en Palestine ; ou encore celle des contraintes du blocus porteuses de pénurie et de mort pour les enfants en Irak.

Ces luttes et ces aspirations se sont notamment exprimées, cristallisées, dans la Convention des droits de l'enfant de l'ONU en 1989. Convention quasi unanimement ratifiée par les Etats mais qui est en même temps au centre de difficiles combats pour en amplifier et en faire vivre concrètement les principes.

L'enfant, au niveau des principes civiques et publics de l'humanité, est désormais une personne qui a des droits inaliénables (économiques, sociaux culturels, civils et politiques), des droits sur lesquels il a droit au **respect** et à la **parole** -la grande vague des droits de l'homme partie de la déclaration de 1789 dévoile sa vraie dimension universelle en atteignant les plus petits.

La question de l'exploitation des enfants est l'une de celles qui, sur ce chantier de souffrances, d'espérance a occupé une position centrale.

Cette émergence et les combats qui l'accompagnent s'enracinent à des égards essentiels dans l'élargissement pluriel des luttes et des militances, notamment celles des travailleurs sociaux et des cliniciens, celles des militants des associations (Bayti), des ONG de références laïques ou religieuses (le Secours Populaire, le Secours Catholique, l'Entraide protestante par exemple en France), de certaines associations de consommateurs, de syndicats, de mouvements et partis politiques luttant pour la libération humaine.

Le plus récent aspect de ces chantiers, n'est pas le moindre ; c'est celui de la participation des enfants eux mêmes et sur des formes très différentes à ces luttes.

Sous d'autres modes, des jeunes de diverses associations et mouvements de l'enfance sont, en Méditerranée, partie prenante, selon des modes pluriels, de ces affirmations du droit à avoir des droits. C'est le cas à certains égards avec les exigences manifestées aux J.M.J Catholique. C'est aussi le cas tout autrement en Méditerranée du Sud, avec les massives mobilisations des jeunes en Kabylie et plus largement en Algérie, face au mal vivre, aux violences et à la répression. C'est aussi le cas de manière encore différente, de la participation des enfants palestiniens à la résistance contre les blocus et l'occupation.

Les cheminements de ces processus en Méditerranée, sur les deux rives, et par ailleurs en chacun des pays de ces zones, présentent à la fois des convergences et des voies différentes. Ces différences spatiales comme aussi celles qui caractérisent les divers aspects spécifiques de ces rapports entre enfance et violences sont elles mêmes inséparables de conditions et enjeux historiques actuels globaux. Cela vient d'être souligné à Durban.

Il est éclairant de ne jamais en isoler des réalités concrètes et spécifiques si on veut mieux les comprendre.

En matière de rapports entre violences et enfance les processus contemporains reproduisent, en les remaniant, bien des traits du passé. Un passé de longue durée dont les mouvements et les étapes ne peuvent être évoqués ici.

Disons seulement que les apports des recherches ethno-historiques d'observation de longue durée sur ce chantier (où il reste considérablement à faire) montrent que les violences envers les enfants (comme par ailleurs la violence originelle longtemps attribuée aux enfants par les théologies et idéologies) n'ont rien de consubstantiellement éternels à l'espèce humaine.

Ces contraintes et violences comme réalités sociales vont apparaître il y a 5000 ans (en Méditerranée d'abord) avec les premières sociétés économiquement, socialement et politiquement hiérarchisées. Ces violences connaîtront un développement relativement important avec les différents types d'esclavage de masse (notamment celui des XVII et XIX^e qui est associé au capitalisme marchand) et de servage.

C'est cependant le capitalisme industriel du XIX^e et XX^e siècle qui développera une extension d'immensité inédite (et d'ampleur européenne puis planétaire) de l'exploitation des enfants. Il mettra en oeuvre, à sa façon, une avancée considérable des capacités de l'humanité : une spécialisation des outillages, des savoir-faire incorporés dans les machines-outils permettant de faire accomplir les gestes productifs par des travailleurs peu qualifiés, de faible force physique. Les investisseurs capitalistes utiliseront ces avancées (qui auraient pu diminuer la pénibilité du travail) pour employer intensément et en masse une main d'œuvre à très bas coût : les femmes et, plus encore, les enfants. Les conséquences sur les enfants, les parents, les rapports intra familiaux, les fonctions des pères, en seront considérables et de très longue portée. Karl Marx en donnera dès 1867 une analyse anticipatrice aux profondes dimensions anthropologiques -notamment en ce qui concerne l'avenir des rapports entre hommes et femmes dans la parentalité- dans le chapitre XV, livre I du Capital.

Cependant les processus de la fin du XX^e siècle concernant les violences faites à l'enfance, même lorsqu'ils répètent ces traits du capitalisme d'hier, sont partie prenante d'une réalité neuve : celle de la croisée des chemins aux faces contrastées et aux enjeux inédits dont je parlais tout à l'heure.

Les violences faites aux enfants sont paradoxalement aujourd'hui, celles d'une époque où l'humanité dispose de moyens et de capacités de connaissances et d'action, de forces productives (au sens anthropologique) de nature profondément inédites. Une nouvelle étape de l'hominisation s'est ainsi ouverte depuis 3 à 4 décennies.

Ces moyens et ces capacités ont en leur centre la révolution informationnelle.

Cette étape de l'hominisation est en effet caractérisée par l'existence de moyens scientifiques et technologiques où on peut incorporer et mettre en oeuvre des fonctions intellectuelles à vocations multiples : production, conception, communications....

Ces réalités rendent possible un autre type de développement pour les peuples. Entendons un développement fondé sur les coopérations, les partages locaux, nationaux, zonaux et mondiaux.

Soulignons ici un point essentiel par rapport à l'enfance. Dans une perspective de libération humaine et au regard de ces réalités inédites de ces capacités humaines, la question de la transformation démocratique des conditions de vie et des possibilités des enfants devient cruciale. La création des conditions sociales et politiques de l'accès très précoce de tous les enfants, garçons et filles, à une formation initiale de haute qualité scientifique, culturelle, artistique, est fondamentale pour assurer la maîtrise par les personnes et par les peuples des capacités de l'humanité.

Ce sont notamment ces exigences qui, sous des formes et avec des acteurs multiples, émergent et se cherchent dans les actions et les rassemblements comme ceux de Seattle, de Porto Alegre, et Durban, mais on les retrouve aussi en Méditerranée, dans le soulèvement des jeunes et de millions de citoyens en Algérie ou encore dans les manifestations internationales de Nice et de Gênes. Ces exigences vont de plus en plus de pair avec celles d'un contrôle populaire, démocratique, du niveau local au niveau international, des investissements et de l'utilisation des énormes ressources financières existantes.

J'ai brièvement rappelé dans la première partie quelques unes des principales composantes économique, sociale, culturelle, policière, militaire, terroriste, des violences infligées aux enfants en des pays du Nord et du Sud de notre Méditerranée.

Evoquons seulement ici un de ces aspects qui sont d'impacts et de dimensions multiformes.

En de nombreux pays, notamment au Sud de la Méditerranée mais aussi au Nord de cette mer, depuis 10 ans, les orientations du FMI et de l'OCDE cheminent en liaison avec le terrible poids de l'endettement ; elles sont à la racine de contraintes intensifiées sur les familles.

Elles ont en grande partie fait souvent des parents, notamment des pères, des relais de l'exploitation massive des enfants sur un marché de l'emploi marqué à la fois par la pression du chômage, par celle de la recherche redoublée par les firmes, de force de travail à très bas coût. L'extension puissante des possibilités d'esclavage sexuel des jeunes, notamment de l'Est et du Sud Est n'est pas sans relation avec ces conditions.

Dans les pays de la rive Nord, comme l'Italie et la France, les orientations dominantes ont développé, depuis bientôt 25 ans, un puissant et croissant mal vivre qui assombrit le regard, vers l'avenir, des jeunes des différentes couches. Cela avec des accentuations diverses où s'entrelacent pauvreté, chômage, emplois précaires ; une réalité -notons-le- qui, ces dernières années, en vient à toucher de plus en plus les jeunes hautement diplômés.

Je terminerai cette introduction liminaire (à la fois trop sommaire et trop longue) par quelques réflexions sur la démarche de notre colloque, les thèmes et les ateliers de ces journées.

La note d'orientation l'a indiqué, nous voulons travailler tous ensemble à une connaissance plus précise, plus complète, des relations entre violences et enfance aujourd'hui sur les terrains des pays des deux rives.

Les possibilités présentées par les caractéristiques originales de la situation permettent de mettre en acte un croisement des regards à un niveau encore trop peu fréquent mais essentiel : celui du partage des expériences et des réflexions pour aider à dépasser les limites conscientes et /ou idéologiquement inconscientes des approches unilatérales, (culturelles, disciplinaires, nationales), les méconnaissances en matière d'études et d'actions portant sur les rapports entre enfance et violences. L'apport de nos amis de la rive Sud, et notamment celui des militants associatifs et des chercheurs marocains sera ici précieux pour tous.

Cette démarche qui pourra se développer autour des thèmes mais aussi des relations de liaison et de succession entre ces thèmes qui sont ici retenues par les plénières.

Ces thèmes ont des limites. Ils n'abordent pas en eux même des questions qui sont inséparables du problème des rapports entre enfance et violences. Il en va par exemple ainsi de la question de la formation et de l'éducation.

Ces thèmes sont cependant ceux d'approches fondées à la fois sur la connaissance des terrains spécifiques et sur des éclairages transversaux et mutuels.

Ce colloque « *Enfance et violences* » s'ouvre ici (chose encore peu fréquente sur un tel thème) par la prise en compte d'une question majeure : celle du travail des enfants, dans ses dimensions multiples qui, par exemple, conduit à poser centralement le problème de l'éducation et du droit à l'éducation.

Le partage des recherches et des expériences sur les différents chantiers spécifiques se trouve en même temps par leur association dans le déroulement même de notre rencontre en position d'éclairage et d'interpellation mutuels qui nourrissent la réflexion raisonnée et critique de tous.

Pour finir, quelques mots pour souligner l'enjeu de l'existence, de la fréquence ou au contraire de l'absence et de la rareté d'un tel croisement transversal des regards.

En bien des cas, dans les discours politiques et politiques (mais parfois aussi sur un autre mode dans des publications et des colloques) sur l'enfance, l'adolescence, la famille et la société aujourd'hui, la question « enfance et violences » est abordée en privilégiant quasi uniquement un problème d'ailleurs important que traitera sur un mode d'éclairante transversalité Françoise Hurstel : les violences faites par les adolescents.

Dans les cas que j'évoque, ce problème est souvent mis en avant en passant sous silence, voir en niant (par l'effet d'une expérience sociale et professionnelle confinée mais aussi sous l'impact des processus historiques contemporains) les responsabilités des stratégies économiques, sociales et politiques dominantes. C'est à dire de réalités massives hors desquelles on ne peut rendre compte ni de la chronologie d'envergure de masse de ces violences faites par les jeunes, ni non plus mener des approches fines et dialectisées permettant de mieux cerner le faisceau complexe des interactions, d'où peuvent naître des refus de mal vivre vécus et agis sur le mode de « violences réactionnelles » (cf Dejours)

Un tel délestage sélectif de ces violences des jeunes de l'ensemble des processus historiques actuels dans leur rapports à l'ensemble des relations entre enfance et violence produit méconnaissance et vision à l'envers envisagés hors de leur chronologie et de leur complexes racines réelles contemporaines ; ces violences de l'enfance populaire sont alors imputées à des entités ontologiques telles celles d'impulsions originelles sauvages, impulsions hier maîtrisées par l'Etat et un ordre familial hiérarchisé, mal et peu contenues dans les familles où cet ordre n'existe plus.

Plusieurs articles (de politiques, de certains sociologues ou de certains psychothérapeutes) notamment dans *Le Figaro* ont, ces derniers mois, développé ce thème en liaison avec la question de coupe feu dans les « quartiers sensibles ».

Pareille vision à l'envers n'est pas sans utilité pour les thématiques idéologiques à l'œuvre notamment en Méditerranée. Des thématiques qui visent surtout à mettre ainsi en posture de coupables les jeunes, leurs familles, et leurs actions, une posture que l'amalgame peut étendre non seulement aux violences réactionnelles mais aussi aux attitudes de lutte et résistances.

Il y a plus d'un cousinage entre ces thématiques de stigmatisation des enfants, des « *gavroches* » de Palestine, de la rive Nord ou d'Algérie.

C'est dire à l'inverse, l'importance des approches à la fois plurielles d'origine, de terrain, d'expérience et en même temps décloisonnées et transversales comme pourra l'être la nôtre à Tanger.